



N° 58 Avril - April 2012

BOSCO NTAGANDA et la COUR PÉNALE INTERNATIONALE

COMMUNIQUE DE PRESSE
DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU NORD-KIVU

Goma, le 4 avril 2012

Après le verdict de la Cour pénale internationale du 14 mars 2012, reconnaissant la culpabilité de **Thomas LUBANGA** pour crimes contre l'humanité, les organisations de défense des droits humains du Nord-Kivu ont uni leur voix à celle de leurs homologues congolais et étrangers pour louer ce développement, et surtout pour exiger par la même occasion la fin de l'impunité en République Démocratique du Congo, et à l'Est en particulier.

Le cas le plus emblématique et le plus irritant de l'impunité des crimes internationaux commis en RDC étant sans conteste celui de **Bosco NTAGANDA**, ancien Chef d'Etat-major de Thomas LUBANGA, et plus tard de Laurent NKUNDA, contre qui il existe depuis 2006 un mandat d'arrêt international délivré par la CPI, nombreuses sont les voix qui se sont élevées et s'élèvent encore pour réclamer son arrestation et son transfert à La Haye pour jugement.

Nous sommes cependant consternés de remarquer que plus de quinze jours ont passé, mais les autorités de la RDC – en premier ordre le Président Kabila – semblent avoir opté pour le silence et l'impasse face aux appels légitimes pour la Justice et contre l'impunité, notamment en ce qui concerne Bosco NTAGANDA, toujours Général au sein des FARDC.

En revanche, Bosco NTAGANDA multiplie des manœuvres pour narguer la population martyrisée du Nord-Kivu et intimider les défenseurs des droits humains, si bien que la vie de certains est désormais en danger évident.

A titre illustratif, Madame Justine MASIKA de la Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences sexuelles (SFVS) et Monsieur Sabra MPOYI de l'Association des Jeunes Avocats pour un Leadership Intégral (AJALSI) ont ces derniers jours reçu plusieurs menaces directes et par téléphone, avec référence explicite aux déclarations qu'ils ont faites aux médias internationaux au sujet de Bosco NTAGANDA.

Nous, organisations de la société civile du Nord-Kivu, annonçons à la communauté nationale et internationale que nous sommes fortement solidaires des vaillantes citoyennes et des vaillants citoyens qui osent braver la peur pour défendre la cause noble, légitime et universelle de la Justice.

Cependant, connaissant trop bien la capacité de nuisance de Monsieur Bosco NTAGANDA et ses escadrons, nous prenons ces menaces très au sérieux et marquons notre profonde préoccupation face au climat de psychose généralisée qui sévit depuis quelques jours maintenant dans la province du Nord-Kivu, spécialement dans la ville de Goma et les territoires de Masisi, de Nyiragongo et de Rutshuru.

C'est pourquoi, tout en réitérant les recommandations contenues dans notre Déclaration commune du 21 mars 2012 :

1. Nous demandons aux autorités congolaises, plus particulièrement au Président de la République :

- D'exécuter sans délai le mandat d'arrêt de la CPI en arrêtant et en transférant Monsieur Bosco NTAGANDA à La Haye pour son jugement, et de le mettre ainsi hors d'état de nuire ;
- De prendre sans attendre toutes les mesures qui s'imposent pour rassurer la population du Nord-Kivu et assurer la sécurité des défenseurs des droits humains dans cette partie du pays face à Monsieur NTAGANDA et ses acolytes ;
- De redoubler de vigilance et de précaution afin de parer à toute éventualité de manipulation de ce dossier purement judiciaire par les adeptes de l'injustice, de la violence, de la manipulation et du chaos, de quelque bord qu'ils soient ;

2. Nous encourageons la population congolaise et nord-kivutienne, ainsi que les défenseurs des droits humains :

- A rester vigilants, mais de ne pas céder ni à la peur, ni aux intimidations, et encore moins au découragement face à ce combat légitime contre le crime et l'injustice ;
- A se montrer plus solidaires que jamais jusqu'à ce que triomphe la justice, aussi bien en ce qui concerne Bosco NTAGANDA que pour tous les autres criminels comme lui, quel que soit leur rang ou leur influence ;

3. Nous demandons à la communauté internationale, à la MONUSCO, aux partenaires internationaux de la RDC, ainsi qu'aux amis du peuple Congolais :

- D'accentuer la pression sur le Président Kabila et les autorités congolaises en général, afin que Bosco NTAGANDA soit mis hors d'Etat de nuire, et que plus jamais l'impunité ne soit de mise en RDC ;
- De prendre toutes les mesures préventives qui s'imposent pour la sûreté des défenseurs des droits humains en République Démocratique du Congo et au Nord-Kivu plus particulièrement, afin que l'on ne vienne à déplorer une autre tragédie comme cela a déjà été le cas plusieurs fois par le passé ;

4. Nous notons à l'intention de Monsieur Bosco NTAGANDA :

- Qu'il a intérêt à coopérer avec la Justice internationale, et même à se rendre, plutôt que d'aggraver sa situation et de s'exposer davantage à la traque et à l'humiliation d'une arrestation spectaculaire, s'il a quelque moyen de défense à faire prévaloir ou s'il lui reste encore quelque honneur à préserver, car, de toute manière, le rouleau de la Justice ne s'arrêtera point, tant qu'un seul nord-kivutien sera encore debout.

Ainsi fait à Goma, le 4 avril 2012.

Les organisations de la Société civile du Nord-Kivu
(Liste des organisations signataires en annexe).

Une semaine plus tard...

Dans une déclaration publique prononcée dans l'est du Congo le 11 avril 2012, **le président Kabila a indiqué qu'il envisageait de faire arrêter Ntaganda**. La visite éclair de Joseph Kabila dans cette région survenait dans le contexte d'un retour de l'insécurité dans le Nord Kivu et le Sud Kivu, après que des soldats fidèles à Ntaganda eurent tenté de se mutiner. La déclaration du président a paru signaler un revirement important dans l'attitude du gouvernement congolais vis-à-vis du général Ntaganda, qu'il considérait auparavant comme indispensable à la poursuite du processus de paix dans le pays.

Nous attendons la suite...

ESCLAVAGE MODERNE

400 millions d'enfants dans le monde vivent en esclavage



A l'occasion de la Journée mondiale du 16 avril contre l'[Esclavage](#) des [enfants](#), des organismes missionnaires et des ONG internationales dénoncent l'existence de par le [monde](#) de quelques 400 millions d'enfants vivant en esclavage.

De nombreux 'enfants esclaves' travaillent à la fabrication de produits qui sont ensuite vendus en Europe et dans le reste de l'Occident. La Confédération espagnole des religieux (CONFER) a établi une carte des différentes localités du monde dans lesquelles le phénomène est le plus fréquent. La CONFER met en évidence le fait que, "indirectement, cet esclavage fait partie de notre vie quotidienne attendu que les bananes que nous mangeons ou le café que nous dégustons pourraient avoir été produits avec la sueur des enfants latino-américains ou africains". "Il peut également arriver que les tapis sur lesquels nous marchons aient été tissés par de petits esclaves pakistanais alors que les tentes, les maillots, les bijoux et beaucoup d'autres choses encore pourraient être le fruit du travail clandestin et forcé de mineurs indiens" continue l'organisme, qui invite à "ne pas lésiner sur les efforts visant à solliciter des autorités civiles une prise de responsabilité afin de lutter contre ces injustices et de donner à tous les enfants la protection légale qui leur revient".

Une date symbolique

La date de la célébration de la Journée n'est pas un hasard. Elle remonte à l'assassinat d'Iqbal Masih, un enfant pakistanais chrétien de 12 ans, tué le 16 avril 1995 par les mafias du textile de son pays parce qu'il en avait dénoncé le mode de fonctionnement. Iqbal avait travaillé comme esclave dans l'industrie textile à partir de l'âge de 4 ans et lorsqu'il avait 10 ans, il était parvenu à s'enfuir, devenant ainsi le témoin de cette expérience, arrivant à parler même devant des parlements et dans les universités des Etats-Unis et de l'Union européenne. Malgré

les années de lutte, la législation internationale, les plaintes et les programmes de soutien en faveur des enfants en situation précaire, l'esclavage continue à être bien présent.

Exploités pour notre consommation

La CONFER dénonce le fait que le phénomène est particulièrement répandu en Inde et en Afghanistan où les enfants des deux sexes travaillent dans l'industrie du bâtiment. Au Brésil, ces petits esclaves extraient le charbon utilisé dans la fabrication d'acier pour les automobiles et d'autres pièces mécaniques. Au Myanmar, ils sont exploités en vue de la récolte de la canne à sucre et d'autres produits agricoles. En Chine, ils préparent des explosifs et des feux d'artifice utilisés en pyrotechnie. En Sierra Leone, ils sont exploités en vue de l'extraction des diamants alors qu'en République démocratique du Congo, des milliers d'enfants esclaves servent à l'extraction de cassitérite et de coltan, minerais utilisés et indispensables pour la réalisation des ordinateurs, des lecteurs mp3, des téléphones portables et de bien d'autres instruments qui sont utilisés quotidiennement dans ce qu'il est convenu d'appeler "le premier monde". Au Bénin et en Egypte, on estime qu'un million d'enfants sont contraints à travailler dans l'industrie du coton parce qu'ils coûtent moins et sont plus obéissants que les adultes, outre à disposer de la stature adéquate pour s'enfiler entre les plants. Enfin, on peut lire dans le rapport des religieux qu'en Côte-d'Ivoire, près de 12.000 enfants récoltent les semences de cacao qui sont exportées en vue de l'élaboration du chocolat.

Un trafic juteux qui alimente les réseaux de prostitution en Europe

Avec ses routes défoncées, ses maisons misérables et ses jeunes gens désœuvrés, Benin City (Sud) est une ville pauvre et poussiéreuse comme il y en a beaucoup au Nigéria. Contrastant avec la misère alentour, on y trouve aussi des voitures dernier cri, un terrain de golf et quelques luxueuses villas protégées comme des forteresses. *"La plupart ont été financées avec l'argent de la prostitution, affirme un habitant de la ville, gérant d'un salon de coiffure. Ici, la majorité des familles ont au moins un de leurs membres qui est parti en Europe. Beaucoup sont des jeunes femmes sans qualification et, même si leurs proches le reconnaissent rarement, il y a peu de doutes sur ce qu'elles y font."*

Située à 350 kilomètres à l'est de Lagos, Benin City fut autrefois la capitale prospère d'un royaume qui s'est enrichi avec la traite des esclaves. Aujourd'hui, cette ville d'un million d'habitants est le centre d'une nouvelle forme de trafic d'êtres humains. Et bon nombre des milliers de Nigérianes qui arpentent les trottoirs européens sont originaires de cette région.

Dans les années 1980, le Nigéria traverse une période de déclin économique. Des femmes désireuses de fuir la pauvreté partent chercher du travail en Europe et se prostituent. *"De retour au pays, quelques-unes ont fait construire des maisons et acheté des voitures, suscitant la convoitise de jeunes voisines, qui ont voulu les imiter. Les anciennes les ont aidées, moyennant paiement, à organiser leur départ. Petit à petit, des réseaux se sont ainsi mis en place",* explique Sœur Ikenna, du Comité pour le soutien de la dignité des femmes (Cosudow), une association catholique qui aide les anciennes prostituées à se réinsérer. /.../

La plupart des victimes affirment qu'elles ignoraient le sort qui les attendait. "*Je travaillais dans un restaurant et une cliente m'a dit qu'elle pouvait me trouver un emploi de serveuse en Italie. C'était une opportunité incroyable. J'ai pensé que j'allais enfin m'en sortir et être capable de financer les études de mes enfants*", raconte Viviane. A 39 ans, cette femme ronde au visage dur et marqué de cicatrices, a cinq enfants et un passé de prostituée à Turin. "*Une fois là-bas, on m'a dit que j'allais faire le trottoir.*" Sous la surveillance d'une "Madame", une maquerelle à qui elle doit remettre tous ses gains, Viviane travaille tous les jours, par tous les temps, pendant six ans. Sans papiers, ne parlant pas l'italien, elle est à la merci de ses "protecteurs" qui lui demandent de rembourser une dette faramineuse pour le voyage. *Je leur devais 75.000 euro*, dit Viviane. *Si je ne ramenaient pas assez d'argent, j'étais battue. On m'a cassé des doigts, brûlée, torturée.*"

Afin de s'assurer du silence des femmes, les trafiquants les soumettent, avant leur départ, à un rituel vaudou. "*Le sorcier a pris des mèches de cheveux et des poils de mon pubis. Puis il a tranché le cou d'un poulet dont j'ai dû manger le cœur. Il m'a fait jurer que je ne trahirais pas mes bienfaiteurs, sous peine de mourir*", raconte Sonia, une jolie jeune femme de 24 ans qui a été prostituée pendant deux ans aux Pays-Bas. La sorcellerie, ou "juju", est répandue au Nigeria. "*Les filles y croient fortement et craignent les conséquences si elles ne respectent pas le pacte*", déplore Sœur Ikenna.

Extraits d'un reportage de Patricia Huon, in La Libre Belgique du 12 avril.

ECONOMIE MONDIALE

Afrika: snelst groeiende economieën

Zes van de snelst groeiende economieën ter wereld zijn volgens het Britse weekblad *The Economist* te vinden in sub-Sahara Afrika. Geholpen door hoge grondstofprijzen, toegenomen buitenlandse investeringen en een grotere binnenlandse koopkracht kenden veel Afrikaanse landen de afgelopen tien jaar al een grote economische groei. Afrika is economisch gezien nu de op één na snelst groeiende regio in de wereld, na Azië.

Maar de Afrikaanse groeilanden zijn daarmee nog niet de economische wereldleiders van morgen. Verder is de groei ook onevenwichtig verdeeld. Terwijl sommige landen forse schreden voorwaarts maken (Nigeria - met een economische groei van 7,68% -, Angola, Oeganda en Kenia, b.v.), groeien andere landen niet of nauwelijks. Punt van zorg is ook dat economische groei de kloof tussen arm en rijk lijkt te verdiepen, in plaats van te verkleinen. Want ondanks de groeicijfers van de laatste tien jaar groeide het aantal Oost-Afrikanen dat onder de armoedegrens leeft van 44 miljoen naar 53 miljoen. Dat leidt tot de conclusie dat een relatief kleine groep profiteert van de groei.

De uitgaven voor gezondheidszorg zijn het afgelopen decennium enorm verhoogd. Rwanda is tussen 2000 en 2010 vijf keer meer geld gaan investeren in gezondheidszorg, Oeganda drie keer meer, Kenia en Tanzania beiden twee keer meer. Daarmee zijn ook goede resultaten bereikt op bijvoorbeeld het gebied van moedersterfte.

Près d'un habitant de la planète sur 7 se couche le ventre vide chaque soir, tandis qu'un tiers de la nourriture produite pour la consommation humaine est perdu ou gaspillé.

Les revenus des exportations de ressources naturelles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine équivalent à 24 fois l'aide au développement de

Seuls 7 des 164 études d'impact réalisées par la Commission Européenne ont analysé l'impact sur les pays en développement (2009-2010)

35 millions d'hectares de terres cultivables en dehors du territoire européen – l'équivalent de la surface de l'Allemagne – sont nécessaires pour couvrir les besoins actuels de l'UE en importation de produits alimentaires.

L'UE doit réduire ses niveaux de consommation de ressources et évoluer vers un modèle économique peu exigeant en ressources et qui promeuve une nette augmentation des niveaux de recyclage et de réutilisation des produits.

Citations glanées dans le Rapport 2011 de CONCORD =

Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement.

SOCIALE ONGELIJKHEID EN GEWELD

Sociale ongelijkheid leidt tot verruwing van de maatschappij

De toename van geweld is een gevolg van de groeiende sociale kloof

Geweld tegen ambtenaren neemt toe in alle sectoren, zo blijkt uit cijfers van de NMBS, MIVB, De Lijn, het OCMW Antwerpen en de federale politie. Niet alleen controleurs van het openbaar vervoer zijn het doelwit, maar ook hulpverleners als ambulanciers en maatschappelijke werkers.

Professor Paul Ponsaers (UGent), voorzitter van het centrum voor politiestudies, ziet vooral sociale oorzaken, maar ook het individu moet zijn verantwoordelijkheid nemen. "De sociale verschillen worden steeds groter. Er zijn vandaag groepen in onze samenleving die in grote armoede leven. Combineer dat met OCMW's die door besparingen steeds selectiever moeten zijn en een confrontatie is bijna onvermijdelijk."

Ook op het openbaar vervoer veroorzaakt de groeiende kloof tussen arm en rijk problemen, want "daar komen mensen uit verschillende sociale groepen samen". Een ander probleem is de individualisering van de samenleving en het verlies van het gemeenschapsgevoel. "Vroeger was de sociale controle groter", aldus Ponsaers. "Je kon toen nog op je medereizigers rekenen in geval van nood. Dat is nu helemaal anders." Die toenemende anonimisering is een wereldwijd verschijnsel. "Elke burger heeft een verantwoordelijkheid. We moeten de mensen weer duidelijk maken hoe ze moeten reageren op onaanvaardbaar gedrag. Hoe ze op niet-agressieve wijze kunnen voorkomen dat de situatie escaleert. Individueel kun je weinig beginnen, maar als groep sta je sterk."

De inzet van extra politiemensen op het openbaar vervoer in Brussel vindt hij een goede zaak, zij het eerder op korte termijn. "Je kunt van de overheid niet verwachten dat ze steeds meer blikken politie opentrekt", aldus Ponsaers. "En camera's bewijzen pas hun nut als het al te laat is."

In het openbaar vervoer ligt de sleutel bij het eigen personeel. Daarvoor kunnen we leren uit het verleden. "Door de privatisering en besparingen is de werking van het openbaar vervoer sterk veranderd. In het verleden waren er op bussen en trams steeds twee mensen aanwezig: een chauffeur en een controleur. Sinds die laatste door een toestel is vervangen, is het toezicht verminderd. Bovendien werkt een controleur nu bij sommige mensen als een rode lap op een stier."

Hij pleit ook voor de terugkeer van beperkte politiebevoegdheden voor inspecteurs van het openbaar vervoer, zoals het uitschrijven van administratieve geldboetes. "Zo gaat de bestraffing van kleinere feiten sneller, is de kans groter dat de straf wordt uitgevoerd en wordt het gerecht niet overbelast." Op risicotreinen kunnen conducteurs beter per twee werken, zoals nu al vaak het geval is, al sluit dat geweld nooit helemaal uit.

EN BREF

☞ **Le Soudan du Sud** a annoncé le 20 avril qu'il retirerait ses soldats de la controversée zone pétrolifère de Heglig. Un communiqué signé du président sud-soudanais Salva Kiir indique que le retrait des troupes débutera dès ce vendredi et s'étendra sur trois jours. Sans reconnaître la souveraineté de Khartoum sur la zone en question, Juba a ainsi décidé de donner suite aux récents appels du Conseil de sécurité de l'Onu et de l'Union africaine (UA).

☞ **Groot-Brittannië** : Verloren gewaande geheime documenten uit het koloniale tijdperk zijn door de Britse regering vrijgegeven. Dat gebeurde nadat vier Kenianen vorig jaar naar de rechter trokken om de verantwoording te eisen van de regering voor gruweldaden tijdens de koloniale periode. De documenten tonen aan dat heel wat bezwarende informatie werd vernietigd. Zoals rapporten van inlichtingendiensten omtrent foltering en de 'eliminatie' van vijanden van het koloniale regime in Maleisië en Kenia.

☞ **Journée anniversaire de la Shoah**. A cette occasion, du mercredi soir 18 au jeudi 19 avril, des dizaines de jeunes se sont relayés à la synagogue Beth Hillel – qui dépend de la communauté israélite libérale de Belgique – à Forest (Bruxelles) pour une lecture ininterrompue des 24 036 noms des déportés juifs de Belgique disparus pendant la Shoah mais également des 244 résistants juifs tombés les armes à la main pendant la Seconde Guerre mondiale.

UNE ARMÉE POUR QUOI FAIRE ?

Depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, la justification humanitaire avancée de plus en plus souvent pour le maintien des forces militaires et leur intervention comme moyen ultime (*ultima ratio*) pour créer la paix et la justice dans le monde aide à nous cacher à nous-mêmes la vraie justification: **pour maintenir la répartition inégale existante des biens vitaux de cette terre, il faut la force militaire et le pouvoir économique porté par ces forces militaires**. Pour rendre justice aux innombrables victimes de l'injustice économique, il n'y a besoin ni de forces militaires, ni d'interventions non militaires, mais d'un changement de comportement des états riches qui ne sont pas puissants militairement par hasard. D'un côté, les forces militaires sont un pilier du système du partage inégal entre pauvres et riches, d'un autre côté elles sont elles-mêmes, par leur coût énorme, une partie importante du problème de l'injustice mondiale qu'elles s'offrent de résoudre ponctuellement. Le fait de croire que nous devons garder les forces militaires en réserve pour rétablir ailleurs la paix, l'ordre et la justice, en d'autres termes, retirer la paille de l'œil des groupes de population souffrants, nous empêche de voir la poutre de l'injustice dans notre propre œil."

Ullrich Hahn du MIR (Mouvement international de la réconciliation) allemand